

# Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Front populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :  
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris  
Versements :  
Chèque bancaire ou  
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :  
1 an : 30 F (300 FB)  
6 mois : 15 F (150 FB)  
pli fermé : 44 F et 23 F  
« programme communiste »  
1 an : 32 F (320 FB)

13<sup>e</sup> ANNEE - N° 213  
LE NUMERO : 1,50 FF  
15 FB - 1 FS  
du 7 au 20 fév. 1976

## Face aux crises et aux guerres commerciales, solidarité prolétarienne internationale !

De longs mois de crise productive internationale sont venus rappeler à l'ensemble des vieilles nations capitalistes, où l'expansion continue de l'après-guerre et les miettes des privilèges impérialistes avaient momentanément rendu supportable l'exploitation pour de larges couches ouvrières, que le capitalisme signifie la faim, l'abrutissement et le chômage, la peur du lendemain et l'insécurité permanente. D'ailleurs, les signes de reprise qui se manifestent apportent avec eux non l'allègement de ces effets catastrophiques, mais leur aggravation.

En effet, la crise n'est pas un accident de parcours d'une croissance dont le prolétariat devrait attendre les bénéfices, mais le résultat de l'accumulation forcée de capital pendant trente années, qui a créé des masses de marchandises disproportionnées avec les capacités d'absorption du marché, des masses de machines et de bras inutiles au capital. Aussi, dans cette situation d'anarchie généralisée, une situation où le profit a connu une chute et où l'internationalisation des forces productives déplace toujours plus le centre de gravité de la réalisation du capital sur le marché mondial, la bourgeoisie attend de la reprise économique : 1) une restauration des marges de profit ; 2) une part plus large du profit qu'il faut prendre aux concurrents par une compétitivité accrue des exportations nationales.

La bourgeoisie française s'inquiète : en un an les marges ont baissé plus que chez ses principaux concurrents, la compétitivité de l'industrie aurait reculé de 14 à 15 % au lieu de 10 % en Allemagne et 5 % aux Etats-Unis, les bénéfices de la dévaluation de 1969 se seraient évaporés. Pour elle, le remède est simple : il faut limiter les coûts. Comment ?

D'abord, il faut maîtriser les rémunérations. « Cela pourrait être obtenu grâce à une stricte discipline en matière de hausse nominale des rémunérations et grâce à une prise en charge partielle par l'Etat de dépenses sociales » (Les Echos du 30-1-76). En d'autres termes, cela signifie blocage des salaires et pression fiscale accrue sur les travailleurs !

Il n'est donc pas étonnant que la bourgeoisie française regarde avec convoitise du côté de « nos » heureux voisins d'outre-Rhin, les syndicats allemands ayant « amené leurs adhérents à accepter une hausse annuelle des salaires de 6 % cette année », ou d'Angleterre, puisque les travailleurs « qui parlent d'une hausse annuelle des salaires de 25 % ont accepté à travers leurs syndicats un contrat visant à limiter cette hausse à 10 % » (Les Echos du 7-1). Mais elle aurait tort de s'inquiéter. Chez nous, Ségué et Maire haussent le ton, mais la seule bataille qu'ils s'approprient à mener n'est pas une bataille où les travailleurs utilisent leur force de classe pour imposer des augmentations de salaires qui évitent le recours aux heu-

res supplémentaires et qui soulagent les catégories les plus exploitées, une bataille qui se mène avec l'arme de la grève, mais c'est la dérisoire « bataille des indices » autour des tapis verts qui donne toute liberté à la bourgeoisie pour faire pression sur le salaire.

Le deuxième point, c'est qu'il faut redresser la productivité du travail. Alors qu'aux Etats-Unis, la baisse du niveau de l'emploi est allée de pair avec celle de la production (soit 13 %), dans notre patrie quasiment paradisiaque, la production a baissé de 12 % mais l'emploi seulement de 2 % ! C'est donc simple, il faut revenir à des « horaires normaux », c'est-à-dire au régime des heures supplémentaires et à des cadences accrues pour ceux qui travaillent, tandis que l'on va continuer à licencier pour « restructurer » les entreprises et n'embaucher qu'à partir du moment où la productivité sera portée à un niveau suffisant sauf, évidemment, en cas de... risques sociaux. C'est ainsi que, pendant que les « experts » du VII<sup>e</sup> Plan précisent l'objectif de « plein emploi » que se fixe le gouvernement, pour la galerie, les industriels prévoient qu'en 76, le chômage « continuerait à augmenter, mais moins vite qu'en 75, et atteindrait en fin d'année 5 % de la population active (4,5 % à la fin de 75) » (Les Echos du 29-1-76).

Là non plus l'opportunisme n'entravera pas sérieusement ce processus par des revendications « déraisonnables » et « irresponsables » ! Poses guerrières mises à part, il ne va pas plus loin que la revendication du « retour progressif aux 40 heures » déjà revendiqué en 1968 alors que l'horaire moyen était bien supérieur à maintenant et alors qu'aujourd'hui, dans beaucoup de secteurs, on travaille moins de 40 heures ; de plus, il n'a pas mené la moindre lutte pour l'indemnisation des chômeurs. Ces objectifs réels sont remplacés par le drelin-drelin réformiste et démagogique du maintien des entreprises, de la création d'emplois et de revendications qui opposent jeunes et vieux, qualifiés et non qualifiés, français et immigrés, au lieu de combattre les divisions artificiellement accentuées par la bourgeoisie.

Consommer moins et produire plus, surexploitation pour les uns et chômage accru pour les autres, voilà les mots d'ordre de la reprise productive. Mais ce n'est pas tout, car si on peut

ainsi restaurer les marges, cela ne suffit pas pour faire face à la concurrence déchaînée sur le plan international.

Nos pauvres industriels assaillent le gouvernement de suppli-

### DANS CE NUMERO

- Sur l'organisation du Parti Communiste (1)
- Pour l'unité des exploités du Maghreb ! (2)
- Juridictions d'« exception »
- Vers la marche du 15 février : les leçons que nous tirons des événements
- La poudrière du Liban
- La vague de grèves en Espagne

ques. Comme dit *Les Echos* : « ils ne peuvent investir et faire des efforts à l'exportation que s'ils ont les coudées franches sur le marché intérieur. En clair, ils ne peuvent faire des sacrifices hors des frontières que s'ils sont assurés de « se rattraper » à l'intérieur de l'hexagone » (30-1-1976).

C'est là le fin du fin du commerce impérialiste : le dumping à l'extérieur grâce aux prix élevés à l'intérieur, grâce à la vie chère. Imagine-t-on que « nos » capitalistes vont faire une guerre commerciale dont ils ne s'efforceront pas de faire payer les frais à la classe ouvrière ? Com-

(suite page 4)

## Vers la marche du 15 février

### Défense de classe des inculpés !

Des amoureux de la contradiction formelle n'ont pas peur de porter contre nous la critique selon laquelle, en demandant que la solidarité envers les inculpés se fasse sur une base de classe, nous mettrions à notre tour un préalable à la lutte et nous irions ainsi à l'encontre de l'exigence d'une solidarité inconditionnelle envers les victimes de la répression bourgeoise. Mais, pour donner un tant soit peu de conscience à une telle accusation, il faudrait démontrer que nous faisons de l'acceptation de notre conception par tous ceux qui veulent lutter contre la répression bourgeoise un préalable à notre participation à la défense des inculpés.

Or, bien au contraire, nous n'avons pas attendu ces messieurs du Comité National pour la Libération des Emprisonnés avec leur inévitable chapelet de personnalités du monde de la culture et du spectacle pour inviter, partout où nos modestes forces le permettent, dans les syndicats comme hors des syndicats, dans les comités antimilitaristes comme dans les comités contre la répression, devant les usines comme dans les manifestations, par la parole et par l'écrit, les prolétaires à défendre ceux qui sont frappés pour avoir voulu souder les rangs des exploités. Et nous devons dire avec fierté que, bien sûr, dans le cercle malheureusement bien trop étroit que nous pouvons couvrir, nous avons tranché par le caractère que nous donnions à la campagne de défense et que notre attitude a contrasté avec les retards pris par les organismes d'extrême gauche ou les divers comités, avec leur extrême mollesse ou leur inactivité, voire leur silence.

Que ceux qui nous jettent la pierre, au lieu de se donner des justifications en prenant à témoin les éléments les plus retardataires, expliquent donc publiquement si le fait que le mot « inculpés » ne figure pas dans le nom du Comité National est le produit d'un pur hasard, ou bien si on ne pensait pas ainsi gagner les faveurs des démocrates amoureux de la défense nationale, pour lesquels ceux qui sont coupables d'antimilitarisme ne sauraient être défendus !

Qu'ils expliquent aux prolétaires conscients de leurs intérêts de clas-

se et aux révolutionnaires sincères qui leur posent la question pour quoi, au fond, l'extrême gauche n'a rien fait au mois de décembre, sinon donner la parole dans un meeting au général de la Bollardière et se mettre sous la bannière de la CFDT pendant les manifestations à laquelle cette dernière a bien été obligée d'appeler. Qu'ils expliquent pourquoi les comités ne font pas grand-chose et surtout pourquoi la campagne n'a eu aucun caractère, ne disons pas antimilitariste, mais même classiste. Mais peut-on leur demander de reconnaître que cette attitude, qui est un facteur supplémentaire de démobilité, est liée au fait que l'extrême gauche est incapable de prendre une initiative à laquelle ne participerait pas la gauche officielle, incapable de prendre d'autre initiative que d'inviter la gauche à faire ses parodies de lutte et d'applaudir quand celle-ci s'ébranle, même sur son terrain à elle, un terrain où les intérêts propres au prolétariat sont inconnus, ou plutôt subordonnés et annulés dans la défense de l'Etat et de la hiérarchie militaire ?

Il n'est pas inutile de constater que le préalable qu'on nous accuse de mettre sert à nous condamner, tandis que celui que l'« extrême gauche » reproche à l'opportunisme de mettre — et qui est d'une nature toute différente car il exige le reniement de la lutte des inculpés dans la répression desquels l'opportunisme s'est montré complice — n'est en fait, pour elle, rien d'autre

(suite page 4)

## Pour l'unité des exploités du Maghreb ! (2)

Nous avons déjà montré dans les n° 209 et 211 du Prolétaire que le conflit entre l'Algérie et le Maroc (\*) au sujet du Sahara occidental avait deux traits fondamentaux : il est d'abord une dispute entre brigands autour des phosphates, du fer et du pétrole ; il est ensuite un prétexte à une mobilisation contre-révolutionnaire des deux côtés des frontières. Aussi pensons-nous que des deux côtés la seule attitude révolutionnaire est la lutte contre cette guerre.

Nous avons démontré dans notre dernier numéro le caractère absolument mensonger des justifications de la monarchie chérifienne qui veut cacher son acte de brigandage à El Ayoun et la violence perpétrée contre les populations sahraouies sous le drapeau de l'unité nationale marocaine. Il n'est pas difficile de comprendre que, du côté algérien, les justifications à la campagne chauvine sont aussi peu consistantes.

Selon le matraquage officiel du clan d'Oujda, de longue date habitué à l'« action psychologique », il s'agirait de défendre le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui, et cette noble cause, opposée aux crimes chérifiens, ferait de la guerre contre le Maroc une guerre révolutionnaire de la république socialiste contre la barbarie féodale de la monarchie arriérée.

### Le mensonge éhonté de la défense de la Révolution algérienne

Il est vraiment étrange de voir Boumediène se préoccuper aujourd'hui avec autant d'énergie de l'autodétermination des peuples, alors qu'il a fait moins de bruit à propos de l'intervention de la France au Tchad ou du massacre des Palestiniens par Hussein. Plus étrange encore est la lutte contre l'arriération monarchiste avec l'intégriste Kadhafi qui défend la monarchie saoudienne contre la république du Yémen du Sud...

Evidemment, la sollicitude du régime d'Alger pour les Sahraouis

était moins grande quand il flirtait avec Franco et Hassan pour se partager le gâteau à l'amiable. Que les classes dirigeantes algériennes aient été flouées et voient sans plaisir le Maroc s'installer entre Djelibet et la mer, ce qui met les richesses algériennes à sa merci, c'est une chose, mais qu'on n'essaie pas de nous faire prendre les récents appels à l'Espagne pour un désengagement moins rapide pour le *nec plus ultra* de l'anti-impérialisme, et le brutal amour pour la liberté d'El Ayoun pour la défense

de la révolution contre le féodalisme !

Sans doute le brigandage marocain menace-t-il les intérêts égoïstes de la bourgeoisie algérienne et froisse-t-il l'orgueil du clan d'Oujda, mais les prolétaires et les masses exploitées ne peuvent nourrir que le plus profond mépris pour les intérêts qui n'ont rien à voir avec les leurs. En fait, la

(Suite page 4.)

(\*) Le fait que l'impérialisme français offre maintenant de vendre des armes à l'Algérie ne prouve évidemment pas sa neutralité dans un conflit où il est engagé complètement pour le pillage et l'oppression du Sahara occidental. Ce n'est là qu'une preuve de son cynisme et cela ne fait que démontrer sa volonté de jouer sur deux tableaux. Les révolutionnaires d'ici ne doivent pas oublier que « leur » Etat est partie prenante de cette guerre.

## RÉUNION PUBLIQUE A PARIS

Le vendredi 20 février à 20 h 30,  
salle Lancry, 10, rue de Lancry,  
Paris 10<sup>e</sup> (métro République)

ESPAGNE : 1936-1976

# Défense de classe des inculpés !

(Suite de la page 1)

qu'une raison de plus pour se soumettre à son diktat politique, en cachant toute revendication qui l'empêcherait finalement de jouer cette ignoble comédie de la défense des inculpés.

Mais pour revenir à notre revendication d'une solidarité de classe élémentaire, rien n'est plus absurde que de la taxer d'ultimatisme. Nous ne disons pas aux prolétaires : exprimez votre solidarité sur un terrain classiste ou rentrez chez vous ! Nous ne disons pas : c'est ça ou rien ! Nous luttons au contraire pour que la solidarité se porte sur ce terrain en démontrant qu'il est le seul efficace et, en même temps, qu'il prépare l'avenir.

Nous ne refusons même pas, en principe, de signer ou de faire signer des pétitions. Pourvu, bien sûr, qu'elles ne contiennent pas des principes diamétralement opposés à ceux de la lutte de classe comme, par exemple, ceux qui font découler la revendication de l'organisation des soldats non de l'exigence de la lutte prolétarienne mais de l'application de la Constitution. Mais vous qui prétendez vous réclamer de la classe ouvrière, démontrez donc que c'est renoncer à la lutte que de propager l'idée selon laquelle la classe ouvrière doit le faire avec ses objectifs à elle, sous peine de renier le combat de ceux des siens qui sont frappés. Quand nous n'appelons pas à signer, c'est parce que nous faisons quelque chose de mieux, de supérieur, de

véritablement utile aux inculpés et à la lutte prolétarienne.

On a l'habitude de nous rétorquer qu'il s'agit de faire vite, que la classe ouvrière a justement aujourd'hui des forces extrêmement faibles, qu'elle ne peut se passer de l'appui des démocrates et qu'il faut donc sacrifier le sens classiste de la lutte pour obtenir des résultats concrets. Mais il n'y a là — et pour cause ! — aucun argument sérieux prouvant que l'union des démocrates et des ouvriers et, en l'occurrence, la subordination des exigences propres des prolétaires aux objectifs et aux méthodes des démocrates est une condition sine qua non de la solidarité !

Evidemment, si les démocrates veulent « défendre » à leur façon nos camarades, nous n'avons pas la force de les en empêcher. Nous disons même que l'expérience peut être utile car nous n'aurons pas peur de procéder au bilan de ce qui sera fait pour la défense des victimes de la répression bourgeoise. Mais ce bilan n'est possible que si nous ne nous soumettons pas à eux, si nous disons aux prolétaires que nous n'avons aucune confiance dans les bonnes paroles des démocrates en mal d'opinion publique, si nous leur disons que toute l'expérience du mouvement ouvrier enseigne que le seul résultat de l'union avec ces gens-là est l'étouffement de toute étincelle de conscience de classe et que ceux qui font la charité au prolétariat tant qu'il n'est rien savent se ranger du côté de l'Etat dès qu'il devient une force. Au mieux, les

démocrates ne peuvent lutter qu'avec leurs principes, en faisant appel à la conscience du citoyen en général et à l'illusoire protection de la loi et de la Constitution.

Au contraire, les prolétaires doivent manifester leur solidarité à eux, avec leurs principes à eux. Ces principes ne sont pas les mêmes que ceux des démocrates et les prolétaires doivent s'organiser de façon indépendante, sur leur terrain, pour contribuer à l'union grandissante des travailleurs, une union que la bourgeoisie ne puisse anéantir par la répression inévitable mais au contraire renforce dans son ampleur et sa détermination.

Nous n'attendons ce résultat d'aucun subterfuge. Nous avons confiance dans notre combat car il est l'expression juste des exigences d'une lutte à laquelle le capitalisme doit inévitablement pousser la classe ouvrière. Et nous savons que ceux qui ne cherchent pas à lutter sur ce terrain dès aujourd'hui n'y viendront jamais parce que, chaque fois, le problème se posera de façon identique et ils n'évoqueront jamais les forces dont le prolétariat a besoin, des forces qu'il ne peut trouver qu'en lui-même, que dans la formidable énergie que lui donne le capitalisme et qui est contenue par l'énorme pression de forces adverses que nous devons combattre.

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Il faut ajouter que cela est vrai aussi pour leur défense, dans laquelle cette émancipation se prépare.

## Les leçons que nous tirons des événements

Quand nous luttons pour démontrer l'exigence d'une solidarité authentiquement classiste nous pensons que notre point de vue est acceptable par tous les prolétaires qui sentent la nécessité de combattre pour leur classe et, théoriquement, par tous les révolutionnaires qui ne sont pas seulement des révolutionnaires en paroles. Et il est clair que, dans une organisation ouverte, nous ne pouvons nous discipliner qu'à une direction qui ne contredit pas cette position. Nous savons aussi que cette base, pourtant minimum, est aujourd'hui extrêmement difficile à faire accepter, étant donné le niveau extrêmement bas de la lutte de classe, et nous ne l'oublions pas.

Néanmoins, en tant que parti, nous devons faire plus : nous devons faire part aux camarades qui se placent sur le terrain de la lutte générale contre le capitalisme des leçons que notre organisation tire de l'épisode présent, leçons qui sont loin d'être académiques. Nous sommes convaincus que leur assimilation est nécessaire à la lutte conséquente pour la défense des inculpés comme pour l'union des soldats et de la classe ouvrière.

Une première constatation est que la tentative de tisser des liens entre la troupe et les soldats se heurte nécessairement à la hiérarchie militaire et qu'elle ne peut être poursuivie de façon conséquente que par la revendication de l'antimilitarisme. Ce n'est pas pour rien que la bourgeoisie a mené une campagne contre l'antimilitarisme, dont nous savons bien qu'il n'est pas la condition pour lutter pour la solde égale au SMIC ou le droit d'organisation des soldats, mais dont nous sommes persuadés qu'il doit devenir le résultat d'une lutte sur ces objectifs qui serait menée de façon sérieuse. Ceci confirme notre analyse selon laquelle l'armée bourgeoise repose sur le terrorisme disciplinaire, qui est la seule manière de faire marcher dans le sens des intérêts d'une seule classe — la bourgeoisie — la grande masse des soldats qui ont un intérêt de classe diamétralement opposé. Ceci confirme également une autre de nos conclusions, à savoir que la lutte de classe du prolétariat est anticapitaliste et antimilitariste, c'est-à-dire qu'elle oppose nécessairement le prolétariat à la hiérarchie militaire, pilier de la domination de la classe adverse, un pilier que le prolétariat devra détruire pour se donner sa propre armée, outil de son émancipation.

Une deuxième constatation, tout à fait liée à la première, porte sur la trahison ouverte des partis de gauche et des directions des syndicats. Non que la trahison soit nouvelle, mais elle s'est faite avec une clarté aveuglante, leur première réaction ayant été non pas d'appeler à la rescousse la classe frappée dans son avant-garde, mais

de dénoncer l'antimilitarisme et le gauchisme évidemment « aventuriste ». Et s'il ne faut pas oublier que la direction de la CFDT a participé à cette honteuse campagne, il ne faut pas oublier non plus que les syndicats en général ont même laissé tomber les militants qui suivaient leurs consignes dans les comités de soldats et les ont abandonnés face à la hiérarchie militaire dès que la bourgeoisie a fait savoir qu'il n'était pas souhaitable pour le moment d'avoir des organes élus dans les casernes. Cette attitude est facile à comprendre. L'abandon de l'antimilitarisme va depuis longtemps de pair avec la reconnaissance de la défense nationale qui, dans les pays impérialistes comme les nôtres, ne peut plus signifier autre chose que défense de l'Etat et de ses brigandages et aide à sa pression contre-révolutionnaire sur le prolétariat, et cet abandon devait inévitablement conduire à l'abandon de la défense élémentaire des soldats et des prolétaires et militants victimes de la répression bourgeoise.

Nous devons ajouter que même quand les directions réformistes ont fait ou font mine de défendre les soldats ou les inculpés, c'est en fait pure hypocrisie de leur part. Ainsi la direction CFDT a continué de revendiquer un « syndicat des soldats », mais c'est en affirmant bien fort qu'il ne devait pas être dirigé contre la hiérarchie militaire et qu'il devait être ouvert aussi aux cadres de l'armée. La CFDT fait semblant de défendre la revendication de l'organisation des soldats mais, en même temps, elle donne à la bourgeoisie la garantie que lorsque cette dernière devra lâcher du lest, elle s'emploiera à stériliser complètement la lutte des exploités. Et, dès aujourd'hui, elle promet à Séguy de chasser les gauchistes du syndicat s'ils ne se soumettent pas ; elle fait pression sur les inculpés qui ont pris des avocats qui ne lui plaisent pas, comme M<sup>e</sup> Jouffa ; elle n'accepte de défendre, juridiquement et matériellement, que les inculpés qui sont sur son orientation (voir le *Proletaire* n° 211). Et si l'on veut

bien apprécier l'action des partis de gauche et des autres syndicats, il ne faut pas se tromper sur le sens de leur demande concernant la levée des inculpations aujourd'hui, alors que pendant un mois et demi ils ont poussé à la répression, non tant par peur ou par électoralisme comme l'ont prétendu des organisations d'extrême gauche, mais bien parce qu'ils n'acceptent pas qu'on touche à l'armée qu'ils soutiennent depuis quarante ans, et parce qu'ils se font l'expression des aspirations de sa hiérarchie contre-révolutionnaire. S'ils bougent, c'est évidemment parce que leur attitude a créé quelques remous, mais ils restent sur leur terrain en donnant comme justification qu'il n'y a rien dans les dossiers — ce qui est vrai — mais ce n'est pas là la raison qui fait bouger les prolétaires car eux doivent défendre leurs camarades même et à plus forte raison s'il y avait quelque chose dans les dossiers. Le danger est qu'après avoir montré à la bourgeoisie qu'ils n'hésiteront jamais à livrer les éléments révoltés et combattifs ils puissent redorer maintenant leur blason vis-à-vis de la masse des travailleurs en faisant miroiter un semblant de défense hypocrite et superficielle, et isoler ainsi les éléments les plus avancés. Nous devons mettre en garde tous les éléments sincères sur le danger qui consisterait à cautionner cette manœuvre. Nous devons les appeler à ne pas se contenter d'exiger dans les syndicats dirigés par les réformistes une solidarité formelle et tardive avec les inculpés, mais à demander là où c'est possible des explications pour que les réformistes soient contraints de dévoiler devant les ouvriers sincères la portée réelle de leur changement apparent d'attitude. En tout état de cause il doit être clair pour les prolétaires conscients et les vrais révolutionnaires que l'on ne doit rien attendre de ces forces et qu'il importe d'arracher les ouvriers à leur influence, pour une défense ouvrière conséquente et pour préparer la révolution communiste.

## Juridictions d'«exception»

Devant la répression des embryons de luttes dans l'armée qui frappe soldats et militants par l'intermédiaire de la Cour de Sécurité de l'Etat, les vestales de la Démocratie que sont les partis « ouvriers » officiels ont réagi en réclamant l'abolition de cette juridiction « spéciale ». Une formulation libérale particulièrement criante de cette revendication se trouve dans un « Appel aux intellectuels et aux universitaires » (*Le Monde* du 16-12-1975), qui déclare : « Il est honteux d'utiliser contre des syndicalistes ouvriers et des jeunes soldats un instrument juridique et un article du code (l'article 84) qui n'ont jamais été ratifiés par le Parlement : juridiction et article qu'il faut détruire avant qu'il ne soit trop tard. »

La condamnation même au nom de la démocratie des lois « d'exception », des juridictions « spéciales », des corps de répression « spéciaux », etc., sous-entend qu'il existe des lois normales, des tribunaux et des corps de répression normaux. C'est bien là ce que prétend la bourgeoisie, mais l'histoire démasque cette « normalité ». L'ère de la domination bourgeoise est en réalité une succession de périodes de basse tension sociale, où le prolétariat subit passivement le joug et l'exploitation et que la bourgeoisie appelle « normales », et de moments de haute tension sociale, où les antagonismes sociaux s'exaspèrent, où le prolétariat se rebelle plus ou moins consciemment contre la domination de la bourgeoisie, qui, dans cette situation qu'elle espère « exceptionnelle », prend des dispositions qui le sont aussi.

Du moins elle le dit ! Et elle est sincère dans la mesure où cette thèse traduit ses désirs : elle préfère de loin les périodes de paix sociale et de soumission « volontaire » du prolétariat. Mais il en va autrement dans les faits : les moments « exceptionnels » de lutte, où la soumission du prolétariat n'est obtenue que par la répression ouverte allant parfois jusqu'au massacre reviennent aussi régulièrement que les marées. Et pratiquement, la bourgeoisie le sait, et elle s'y prépare, même durant les périodes de relative paix sociale. Il importe de reconnaître dans le gonflement des Etats modernes, dans le renforcement du pouvoir organisé et armé, la disposition normale et permanente de la classe capitaliste à employer la violence ouverte pour conserver son pouvoir et ses privilèges sociaux. C'est là l'essence même de l'Etat, sa règle et sa norme, et non une altération de son fonctionnement.

Faut-il s'étonner ou s'indigner si cet Etat se donne les moyens administratifs, juridiques, policiers, militaires de sa mission ? Qu'il se les donne même s'il ne s'en sert pas encore, ou pas tous les jours ? Cette fonction fondamentale, il tend à l'institutionnaliser, à mesure que la démocratie progresse. Ainsi, c'est le gouvernement de la « libération » antifasciste qui crée les C.R.S. C'est la démocratie sauvée de l'O.A.S. qui crée la Cour de Sécurité de l'Etat. C'est la République antifasciste italienne qui conserve les lois « fascistes » punissant « l'incitation à la haine entre les classes » et les applique quand ça l'arrange... pour ne citer que quelques exemples. Les bons démocrates sont profondément cohérents quand, à l'instar du P.C.F. comme de l'U.D.R., ils exigent un Etat d'autant plus fort qu'ils réclament plus de démocratie et de libertés. Ils sont en revanche de fiers hypocrites lorsqu'ils protestent contre les formes « exceptionnelles » de la domination bourgeoise, et réclament un retour à des formes légales et constitutionnelles, pacifiques, « normales ».

Soi-disant dirigée contre l'Etat, cette revendication l'est en réalité contre le prolétariat. D'abord, elle est inopérante ou, plus exactement, elle ne peut être efficace que dans la mesure où elle détourne le prolétariat de toute lutte contre l'Etat. La nature des moyens mis en œuvre par celui-ci ne dépend pas en effet de son « libre choix ». Si, par exemple, la police anglaise a pu rester « désarmée » pendant des décennies, cela ne tenait pas à une gentillesse particulière de la bourgeoisie insulaire (une des plus féroces), mais à la corruption maté-

rielle et politique du prolétariat anglais grâce aux surprofits réalisés par l'impérialisme dominant à une époque de relative stabilité mondiale. C'est la paix sociale, la solidarité de fait entre les classes qui permettait à la bourgeoisie et à son Etat de dominer sans exercer ouvertement ni même menacer d'exercer la violence. Les armes existaient bel et bien, l'Etat les avait à sa disposition ; mais il n'avait pas besoin d'en faire étalage, pas plus qu'il n'avait besoin de corps spéciaux de répression. Mais aujourd'hui, quel sens autre que mystificateur peut avoir un mot d'ordre comme celui de « Désarmement de la police ! », lancé de divers côtés en Italie comme en France voici quelques années ?

Assurément, nous ne sommes pas opposés à ce mot d'ordre dans l'absolu ; il viendra même un jour où nous le lancerons, mais dans son sens révolutionnaire appelant les prolétaires à désarmer la police. Pris dans ce sens, c'est évidemment un mot d'ordre insurrectionnel, et il n'est pas question de le lancer aujourd'hui. D'ailleurs, personne ne l'entendait en ce sens, mais comme un appel à l'Etat bourgeois pour qu'il désarme sa police. Or, dans ce sens-ci, le seul qu'on puisse lui donner aujourd'hui, il n'a strictement rien de révolutionnaire.

C'est évident de la part du démocrate petit-bourgeois. Lui n'aspire en effet qu'à une chose : la paix sociale. S'il réclame le désarmement de la police (le « respect des droits », l'*habeas corpus*, la suppression des tribunaux « d'exception » et de la violence « d'où qu'elle vienne », etc.), c'est parce qu'il rêve d'un Etat stable et tranquille de la société bourgeoise. C'est peu de dire qu'il s'agit d'un « rêve » irréalisable : c'est une exigence antiprolétarienne. Car, puisqu'il est idiot de demander à un Etat et à un Ordre social menacés de s'auto-désarmer, cela revient à demander que personne ne les menace. Le démocrate petit-bourgeois est contre la révolution, il est contre la lutte des classes ; lorsqu'il demande le « désarmement de la police », il demande en réalité au prolétariat de se tenir tranquille ! Il demande... et au besoin à coups de fusil, comme l'histoire ne l'a que trop souvent montré.

Car les prolétaires ne peuvent pas se tenir tranquilles. Tôt ou tard, les contradictions matérielles du capitalisme, qui se traduisent par leur exploitation et leur oppression, les obligent à entrer en lutte. Ils se heurtent alors à la force répressive de l'Etat, à sa police, son armée, ses tribunaux plus ou moins « exceptionnels ». C'est même à travers ces luttes et ces heurts que les prolétaires apprennent, pratiquement, la théorie marxiste, qu'ils comprennent pratiquement que l'Etat n'est pas l'administrateur de l'intérêt social, supérieur aux classes, mais l'instrument de domination de la bourgeoisie.

Cette rude leçon, oui, les masses ne l'apprennent pas dans les livres, mais par les coups de matraque, les condamnations, les fusillades. Et le rôle de l'opportunisme, agent de la bourgeoisie au sein du prolétariat, est précisément d'empêcher les ouvriers de tirer en théorie et en pratique cette leçon des coups

(Suite page 4.)

### souscription permanente

Listes n° 11 et 12

Angers, soutien, 900 ; Germaine, Bezons, 50 ; Monti, 10 ; Apo, soutien, 116 ; Montreuil, 10 ; Angers, 1.547 ; Toulouse, 33,30 ; Marseille, 129 ; Paris, 6.762,50 ; Pr., soutien, 200 ; Lausanne, 80 ; Lille, 297,35 ; Orly, soutien, 28 ; Saint-Nazaire, 418 ; soutien Apo, 20 ; Valeria, 10.

Total listes 11 et 12 10.311,15  
Total précédent ..... 83.706,26  
Total général ..... 94.017,41

Lecteurs, sympathisants soutenez la presse du Parti. Souscrivez !

#### SOLIDARITE !

Il est indispensable de lutter pour

- la libération immédiate de tous les détenus
- la levée de toutes les inculpations
- l'arrêt de toutes les poursuites
- l'arrêt des sanctions contre les soldats.

# Sur l'organisation du Parti Communiste (1)

## 1. Généralités

1. L'organisation du Parti doit être adaptée aux conditions et aux buts de son activité. Le Parti communiste doit être l'avant-garde, l'armée dirigeante du prolétariat pendant toutes les phases de sa lutte de classe révolutionnaire, et pendant la période de transition ultérieure vers la réalisation du socialisme, ce premier degré de la société communiste. [...]

3. La plupart des partis communistes ainsi que l'Internationale Communiste, comme ensemble du prolétariat révolutionnaire du monde entier, ont ceci de commun dans les conditions de leur lutte qu'ils doivent lutter contre la bourgeoisie encore régnante. La victoire sur celle-ci, la conquête du pouvoir arraché à la bourgeoisie, constitue pour ces partis et pour cette Internationale le but principal déterminant.

L'essentiel donc, pour tout le travail d'organisation des Partis Communistes dans les pays capitalistes, est d'établir une organisation qui rende possible la victoire de la révolution prolétarienne sur les classes possédantes et qui l'affermisse.

4. Dans les actions communes il est indispensable pour le succès d'avoir une direction; celle-ci est nécessaire surtout en vue des grands combats de l'histoire mondiale. L'organisation des partis communistes, c'est l'organisation de la direction communiste dans la révolution prolétarienne.

Pour bien guider les masses, le Parti a besoin lui-même d'une bonne direction. La tâche essentielle d'organisation qui s'impose à nous est donc la suivante : formation, organisation et éducation d'un Parti communiste pur et réellement dirigeant pour guider véritablement le mouvement révolutionnaire prolétarien.

5. La direction de la lutte sociale révolutionnaire suppose chez les Partis communistes et dans leurs organes dirigeants la combinaison organique de la plus grande puissance d'attaque et de la plus parfaite adaptation aux conditions changeantes de la lutte.

Une bonne direction suppose en outre de la manière la plus absolue la liaison la plus étroite avec les masses prolétariennes. Sans cette liaison, le Comité directeur ne guidera jamais les masses, il ne pourra dans le meilleur cas que les suivre. [...]

## 2. La centralisation démocratique

6. La centralisation démocratique (1) dans l'organisation du Parti communiste doit être une véritable synthèse, une fusion de la centralisation et de la démocratie prolétarienne. Cette fusion ne peut être obtenue que par une activité permanente commune, par une lutte également commune et permanente de l'ensemble du Parti.

La centralisation dans le Parti communiste ne doit pas être formelle et mécanique; ce doit être une centralisation de l'activité communiste, c'est-à-dire la formation d'une direction puissante, prête à l'attaque et en même temps capable d'adaptation.

Une centralisation formelle ou mécanique ne serait que la centralisation du « pouvoir » entre les mains d'une bureaucratie en vue de dominer les autres membres du parti ou les masses du prolétariat révolutionnaire extérieures au parti. Mais seuls les ennemis du communisme peuvent prétendre que, par ces fonctions de direction de la lutte prolétarienne et par la centralisation de cette direction communiste, le Parti communiste veut dominer le prolétariat révolutionnaire. C'est là un mensonge et, de plus, à l'intérieur du Parti, la lutte pour la domination ou un antagonisme d'autorités est incompatible avec

Les Thèses sur la structure, les méthodes et l'action des partis communistes adoptées au III<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste en 1921 sont un bilan de l'expérience d'un parti forgé pendant des décades de lutte révolutionnaire sous le tsarisme, une leçon aux jeunes partis occidentaux infectés par la maladie tenace du bureaucratisme et du spontanéisme. Elles s'insèrent dans la bataille de la direction bolchévique de l'Internationale contre la phrase révolutionnaire, dans son effort pour stabiliser et orienter fermement des partis sur lesquels pesait le poids écrasant de la social-démocratie mais aussi le poids des réactions infantiles au réformisme, et qui oscillaient entre des faiblesses centristes d'une part, un extrémisme purement verbal de l'autre, sans réussir à trouver un point d'équilibre sûr.

Les extraits que nous publions ci-dessus touchent des questions permanentes de principe et de méthode dans le domaine vital de l'organisation communiste. Ces thèses visent tant les traditions social-démocrates (des partis ouverts, avec une masse passive et une hiérarchie bureaucratique, orientés vers un travail quotidien réformiste) que les tendances anarchisantes, qui nient toute centralisation et toute hiérarchie et qui sont incapables de s'atteler à un travail méthodique de préparation révolutionnaire. Aux unes comme aux autres, elles opposent la revendication d'un parti de combat, fermé, hiérarchisé et structuré sur la base du travail quotidien révolutionnaire de l'ensemble de ses militants, comme résultat non pas de schémas arbitraires, mais de l'effort tenace pour canaliser et cimenter leurs énergies dans la lutte pour la révolution communiste.

De courts extraits de ces thèses ont déjà paru dans le n° 204 de ce journal. Mais surtout les camarades et les sections tireront le plus grand profit de l'étude de ces thèses dans leur intégralité.

les principes adoptés par l'Internationale Communiste relativement à la centralisation démocratique.

Dans les organisations du vieux mouvement ouvrier non révolutionnaire se développa un dualisme de même nature que dans l'organisation de l'Etat bourgeois. Nous voulons parler du dualisme entre la bureaucratie et le « peuple ». Sous l'influence desséchante de l'atmosphère bourgeoise, les fonctions s'isolèrent en quelque sorte et la communauté du travail fut remplacée par une démocratie purement formelle, et l'organisation elle-même se divisa en fonctionnaires actifs et en une masse passive. Le mouvement ouvrier révolutionnaire hérite jusqu'à un certain point inévitablement du milieu bourgeois cette tendance du formalisme et du dualisme.

Le Parti communiste doit surmonter radicalement ces antagonismes par un travail systématique, politique et d'organisation et par des améliorations et des révisions répétées.

7. [...] Si la centralisation ne doit pas rester lettre morte, mais devenir un fait réel, il faut que sa réalisation s'accomplisse de sorte qu'elle soit pour les membres du Parti un renforcement et un développement, réellement justifiés, de leur activité et de leur combativité commune. [...]

Une démocratie purement formelle dans le parti ne peut écarter ni les tendances bureaucratiques, ni les tendances anarchiques, car c'est précisément sur la base de cette démocratie que l'anarchie et le bureaucratisme, dans le mouvement ouvrier, ont pu se développer. Pour cette raison, la centralisation, c'est-à-dire l'effort pour obtenir une direction forte, ne peut avoir de succès si on essaie de l'obtenir sur le terrain de la démocratie formelle. Il est donc indispensable avant tout de développer et de maintenir le contact vivant et des rapports mutuels aussi bien au sein du Parti, entre les organes dirigeants et les membres, qu'entre le Parti et les masses du prolétariat qui ne lui appartiennent pas.

## 3. Le devoir de travail des communistes

Le Parti Communiste doit être une école de travail du marxisme révolutionnaire. C'est par le travail quotidien commun dans les organisations du Parti que se resserrent les liens entre les différents groupements et entre les différents membres.

Dans les Partis communistes légaux il manque encore aujourd'hui la participation régulière de la plupart des membres au travail politique quotidien. C'est leur plus grand défaut et la cause d'une incertitude perpétuelle de leur développement. [...]

11. [...] Sans ce travail constant, quoique modeste, de l'ensemble des membres, réparti dans le grand nombre de petits groupes ouvriers, les efforts les plus zélés dans la lutte de classe du prolétariat ne peuvent que rendre vaines toutes tentatives pour influencer ces luttes; elles ne peuvent pas entraîner la concentration nécessaire de toutes les forces vivantes révolutionnaires en un Parti communiste uni et capable d'agir. [...]

13. C'est une tâche particulièrement difficile pour un Parti de masses communiste que d'établir le devoir général de travail dans le Parti et l'organisation de ces petits groupes de travail. Et certes on ne saurait accomplir cette tâche en une nuit, car elle exige une persévérance infatigable, une

réflexion mûre et beaucoup d'énergie.

Ce qui est particulièrement important, c'est que cette réorganisation soit accomplie dès le début avec le plus grand soin et après mûre réflexion. Il serait trop facile de répartir dans chaque organisation tous les membres suivant un schéma formel en petits noyaux et d'inviter ces noyaux à agir dans la vie quotidienne du Parti. Un tel début serait pire que l'inaction. Il provoquerait aussitôt la méfiance et l'éloignement des membres du Parti contre cette importante transformation.

Il faut recommander que les dirigeants du parti élaborent d'abord après consultation approfondie avec des organisateurs assidus, les premières lignes directrices de cette transformation. Les organisateurs doivent être en même temps des communistes absolument convaincus et zélés et être exactement renseignés sur l'état du mouvement dans les différents centres principaux du pays. Après quoi les organisateurs ou les comités d'organisation, qui ont reçu les instructions nécessaires, doivent se mettre à préparer régulièrement le travail sur le lieu même, ils doivent choisir et désigner les chefs de groupes et prendre les premières mesures immédiates en vue de cette transformation. L'on doit ensuite poser des tâches tout à fait définies et concrètes devant les organisations, les groupes d'ouvriers, les noyaux et les différents membres (2), et l'on doit le faire de telle façon que ces tâches leur apparaissent utiles, désirables et pratiques. S'il est nécessaire on peut encore leur montrer par des exemples pratiques comment il faut s'y prendre pour exécuter les tâches. Et ce faisant, on doit surtout leur faire comprendre contre quelles erreurs ils doivent se garder tout spécialement.

14. Ce nouveau mode d'organisation il faut le réaliser pas à pas dans la vie [...]. En tout cas on ne doit pas aveuglément détruire le châtis de l'ancienne organisation avant que la nouvelle ne se soit, pour ainsi dire, stabilisée. [...]

15. Cette tâche fondamentale d'organisation oblige les organes dirigeants du parti à guider continuellement et à influencer systématiquement le travail du parti et à le faire d'une façon complète et sans intermédiaires. Il en résulte pour les camarades qui sont à la tête des organisations de parti l'obligation d'entreprendre les labeurs les plus divers. [...]

16. Notre travail politique général c'est la lutte pratique ou théorique ou la préparation de cette lutte. La spécialisation de ce travail a été très déficiente jusqu'à présent. Il y a des domaines très importants sur lesquels le Parti n'a guère fait jusqu'à présent que des efforts tout à fait accidentels, ainsi par exemple presque rien n'a été fait par les Partis légaux dans la lutte spéciale contre la police politique. L'instruction des camarades du Parti ne s'accomplit en général que d'une manière tout à fait accidentelle et secondaire et cela d'une manière tellement superficielle que la plus grande partie des décisions les plus importantes du Parti, que même le programme et les résolutions de l'Internationale Communiste sont encore tout à fait inconnus des grandes couches des membres du Parti. Le travail d'instruction doit être ordonné et approfondi sans cesse par tout le système des organisations du Parti, tous les groupements de travail, afin d'obtenir par ces efforts systématiques, un degré toujours plus élevé de spécialisation.

17. Rendre des comptes est un devoir des plus indispensables pour les organisations communistes. Il s'impose aussi bien à toutes les organisations et à tous les organes du Parti qu'à chaque membre individuellement. Rendre des comptes doit être accompli régulièrement à de courts intervalles. Il faut à cette occasion faire des rapports sur l'accomplissement des missions spéciales confiées par le Parti. Il

(1) Comme le montre la suite des thèses, le centralisme dit « démocratique » de l'IC est complètement étranger au respect superstitieux d'une quelconque règle majoritaire qu'il faut considérer tout au plus comme un mécanisme contingent. Il se fonde sur l'unité de structure et de mouvement du parti, sur ses positions inébranlables et l'intégration de tous ses militants à la réalisation de ses tâches révolutionnaires. C'est le centralisme marxiste tout court. Si la Gauche, dès 1922, a remplacé la formule par celle de centralisme organique pour désigner le même contenu, c'était dans le but de souligner outre la continuité dans l'espace, celle dans le temps, et parce qu'elle craignait, comme il advint malheureusement, une interprétation constitutionnaliste de l'adjectif « démocratique »,

importe de faire ces comptes rendus d'une façon tellement systématique qu'elle s'enracine dans le mouvement communiste comme une de ses meilleures traditions.

18. Le Parti doit faire régulièrement un rapport à la direction de l'Internationale Communiste. Les différentes organisations du parti doivent faire leur rapport au Comité immédiatement supérieur (par exemple rapport mensuel de l'organisation locale au Comité du Parti respectif). [...]

19. Il va sans dire que ces rapports du Parti ne doivent pas se borner à faire connaître ce que le rapporteur a fait, mais aussi contenir des communications au sujet des circonstances remarquées pendant son activité et qui peuvent être importantes pour notre lutte. Ils doivent mentionner particulièrement les observations qui peuvent occasionner un changement ou une amélioration de notre tactique future. Il faut aussi y proposer les améliorations dont le besoin s'est fait sentir au cours de l'activité. [...]

(à suivre)

tout en aspirant déjà à réaliser les conditions qui permettent de dépasser définitivement l'utilisation même accidentelle du mécanisme démocratique. Nous renvoyons le leur au **Principe démocratique, à Parti et classe** (brochure Parti et classe), à **Centralisme et organisation de parti** (voir **Le prolétaire** n° 163) ainsi qu'à nos **thèses de 1965** (voir **Défense de la continuité**).

(2) En réalité, à côté des groupes différenciés de travail affectés à des tâches internes à l'organisation et qui regroupent seulement des membres du parti, les cellules, groupes syndicaux et d'usine rassemblent membres et sympathisants qui se disciplinent à la direction du parti dans un domaine déterminé de la lutte, la lutte syndicale en l'occurrence.

## La poudrière libanaise

*Il y a déjà un an que l'effervescence populaire au Liban a brisé, en heurtant le gouvernement, tout un équilibre complexe de forces.*

*Equilibre entre les classes dominantes, d'abord. Les intérêts bourgeois modernes qui cherchent à percer dans l'enchevêtrement des appétits et des privilèges compradores, fonciers et localistes sont brutalement contraints de passer des dosages subtils du confessionnalisme — ce cadeau empoisonné de l'impérialisme français — à la lutte ouverte dans la rue où l'armée fond au feu du mouvement social, et où les différentes forces militaires se trouvent face à face, milices chrétiennes de Gemayel, milices de gauche, Palestiniens de la Saïka et du Front du Refus. La bataille a déjà fait 10.000 morts.*

*Equilibre entre les Etats, ensuite. La menace de décomposition de l'Etat pour rire du Liban, grand comme notre Alsace, placé là par Paris pour mettre à genoux Damas dont il barre l'accès à la mer, remet en cause tant l'équilibre entre la Syrie et Israël que l'équilibre relatif entre Damas, le Caire et Ryad, sans parler du fait que l'incendie libanais menace l'équilibre des classes dans toute la région en rappelant les questions agraire et nationale.*

*Equilibre entre les impérialismes enfin. Pour des raisons économiques, militaires et d'ordre social international, il y a les grands impérialismes derrière chaque capitale de la région et ils exercent une pression sur les forces qui agissent à l'intérieur du Liban.*

*Un seul mot d'ordre pour tous les tenants de l'ordre établi : le respect du statu quo entre les impérialismes, les Etats et les classes, dans une région où seule la Syrie a les clefs de l'équilibre car elle est la seule force militaire pouvant exercer un contrôle par le biais de la Saïka sur le mouvement qui a fait tout sauter, cette Syrie « progressiste » qui revendique bien la réintégration du Liban dans ses frontières nationales mais qui doit rétablir l'ordre à Beyrouth contre les seules forces qui ont intérêt à briser les limites du Liban.*

*Pour permettre que les classes dominantes gouvernent ensemble, il fallait contenir les forces qui remettent en cause leurs compromis, c'est-à-dire précisément les masses populaires libano-syro-palestiniennes. Paris a envoyé Couve de Murville pour faire miroiter la création d'un petit Etat palestinien tandis que les Phalanges semaient la terreur dans les camps de réfugiés, sans distinction cette fois de religion ou de nationalité, par le blocus économique et un début de massacre destiné à rappeler aux masses rebelles celui de septembre 1971 en Jordanie. Ces deux éléments permettent à Damas de ressouder la discipline dans la Saïka et de rentrer en arbitre à Beyrouth sous les applaudissements de Moscou et de Washington, sans parler de Paris, pour garantir, moyennant quelques réformes constitutionnelles, l'accord entre cliques dirigeantes. L'ordre règne à Beyrouth, mais les masses remuantes ont vu les limites du « radicalisme » du Front progressiste de Kemal Joumblatt, celles de l'O.L.P. d'Arafat qui n'a pas eu peur d'affirmer le « principe » de « non-ingérence dans les affaires intérieures » du Liban, précisément au moment où l'on égorgait les réfugiés palestiniens; elles ont vu enfin en quoi consistait l'aide de Damas.*

*Déjà les premiers éclairs ont déchiré la nuit de l'équilibre contre-révolutionnaire des forces : l'objectif des Syriens, dont la réaction a été brutale est, selon le Figaro du 2 février, de « liquider, ou du moins, mettre au pas le Front du Refus », les seuls qui revendiquent la lutte contre le statu quo dans lequel étouffent les masses exploitées du Proche-Orient, pour lesquelles le retour du prolétariat des métropoles impérialistes sur la scène historique serait d'un grand secours.*

### LECTEURS ET SYMPATHISANTS DE SUISSE

**Vous pouvez prendre contact avec nos militants en écrivant à :**

**B.P. 85  
Montcholey  
LAUSANNE 19**

# La vague de grèves en Espagne

Avec pour toile de fond les renouvellements annuels des contrats collectifs de travail, les grèves qui ont déferlé pendant le mois de janvier traduisent bien la vitalité de la classe ouvrière d'Espagne.

Ayant commencé par la grève du métro de Madrid pour des augmentations de salaire, contre le blocage des salaires décrété par le gouvernement, pour les 40 heures et pour une extension des congés payés, elles se sont étendues avec l'entrée en lutte des 15.000 travailleurs de la Standard (ITT) et de 14.000 ouvriers de Getafe (dans la banlieue industrielle de Madrid) qui proclamèrent leur solidarité avec les premiers. Le 7, c'est le prolétariat agricole de Palma de Rio, dans la province de Cordoue, qui s'affronte aux forces de l'ordre en manifestant contre le chômage et pour l'augmentation du salaire minimum. Il y a déjà 50.000 ouvriers en grève le 9 à Madrid et, malgré la reprise du travail dans le métro après l'obtention d'une prime de 15.000 pesetas et le renoncement patronal aux poursuites judiciaires, on évalue à 125.000 le nombre des travailleurs en grève sur l'ensemble du pays. Le lendemain 12 janvier, il y a 150.000 grévistes à Madrid, les mouvements s'étendant par la suite au secteur bancaire à Barcelone, Valence et Séville. Les grèves et les lock-outs se succèdent et le 14 le gouvernement ordonne la réquisition des postiers pour essayer d'enrayer la vague. Malgré cela, les

dockers de Barcelone paralysent le port, pendant que les électriciens commencent leur mouvement. On estime alors qu'il y a 320.000 grévistes dans la seule ville de Madrid. Le 19 janvier le gouvernement réquisitionne l'ensemble des 200.000 cheminots du pays. Deux jours plus tard, bien que la vague reflue avec la signature de certains contrats, 50.000 ouvriers métallurgistes n'ont toujours pas repris le travail pour protester contre les défections de syndicalistes. Il y a 20.000 mineurs en grève dans les Asturies, 70.000 grévistes dans le bâtiment à Valence et des manifestations de chômeurs ont lieu en Andalousie.

Il est important de remarquer que les travailleurs ont mis comme préalable aux négociations la libération des ouvriers emprisonnés pour fait de grève et que la revendication classiste de la libération des emprisonnés politiques n'a pas manqué lors des manifestations. D'autre part, un puissant élan ouvrier a été nécessaire pour rendre possible l'organisation et l'extension des mouvements, alors même que, comme le dit *Le Monde* du 15-1-76, « les organisations politiques de gauche et les syndicats ouvriers clandestins (sont) partis d'une certaine prudence ».

Il faut noter aussi que le dynamisme dont fait preuve le prolétariat espagnol depuis des années a eu raison à cette occasion de l'appareil ouvertement totalitaire de l'Etat franquiste, qui n'a pu enrayer le mouvement et que, dans

une situation d'aggravation du chômage, les travailleurs ont tiré d'eux-mêmes des forces pour lutter contre la dégradation de leurs conditions de vie.

Face à cette poussée revendicative, le PCE, les commissions ouvrières influencées par lui, et nombre de partis d'« extrême gauche » (ORT, MCE, etc.) sont disposés à négocier leur influence sur les masses en échange d'une loyale collaboration avec la « bourgeoisie démocratique ». M. Camacho, leader des C.O., déclarait récemment : « Il est vrai que la crise nous [!] impose une reconversion nationale de la vie économique et politique. [...] Pour nous assurer que les sacrifices d'aujourd'hui (travailleurs, retrouvez vos manches !) seront bien faits au bénéfice de toute [!] la société et non seulement de la seule oligarchie, nous disons : il faut la liberté » (*Le Monde*, 10-1-76). Profits pour les capitalistes; retour sur le devant de la scène pour les démocrates et les staliniens; sacrifices et poudre aux yeux pour les prolétaires!

En Espagne, comme ailleurs, la seule politique de classe est, au contraire, celle qui, faisant levier sur la lutte de défense d'aujourd'hui, prépare les conditions révolutionnaires de demain, en combattant et les ennemis ouverts et les agissements contre-révolutionnaires de ses agents « démocratiques et réformistes dans les rangs ouvriers ».

# Face aux crises et aux guerres commerciales

(Suite de la page 1)

ment peut-on avoir les « coudées franches » sur le marché intérieur si les produits étrangers y viennent librement concurrencer les produits « nationaux » ? Comment peut-on faire des « sacrifices » sur le marché international sans protectionnisme sur le marché intérieur ? Sans ces pratiques protectionnistes qui « excèdent » lorsqu'elles sont utilisées par les concurrents anglais et italiens ? Sans sacrifier à ce même « colonialisme » et à ce même « impérialisme économique » que l'on dénonce lorsque l'Amérique essaie de se protéger contre le Concorde ? Avec quelle hypocrisie la bourgeoisie prétend-elle que la défense de ses entreprises ou de sa baraque nationale est indispensable non tant pour ses profits que pour garantir l'emploi de « ses » ouvriers, avec quel cynisme répand-elle ces mensonges que l'opportunisme de tous les pays s'emploie à inculquer aux prolétaires en leur faisant croire que leur vie dépend de la défense du « Concorde » ou de l'électronique tricolore, ou encore du vin français, et non de l'utilisation de leur force de classe par-dessus les catégories et les frontières !

A quoi peut mener cette guerre commerciale et tarifaire sur un marché mondial déjà saturé et où tous les autres bourgeois s'affrontent avec les mêmes objectifs économiques, à savoir déverser encore plus de marchandises et de capitaux au détriment de ses concurrents ? Eh bien, regardons comment cette concurrence économique et financière se transforme sous nos yeux en concurrence entre Etats, regardons ce débordement d'activité « diplomatique », qui fait qu'un jour on emporte des contrats au Caire, un autre on vend des canons à Rabat, et le lendemain on marchandise à New Delhi.

Regardons comment cette concurrence économique et diplomatique entre Etats devient stratégique et militaire, quand il s'agit de faire pression sur l'Algérie en appuyant le Maroc dans sa razzia sur les phosphates, quand la soif de pétrole et d'autres richesses fait avancer la patte en Angola; regardons comment pour garantir des zones d'influence ou des points stratégiques, de l'océan Indien à la mer des Antilles, contre les autres requins impérialistes on

accroît la pression et l'oppression sur les colonies, les semi-colonies et les nations plus faibles. Regardons comment l'inquiétude vis-à-vis d'une Allemagne économiquement puissante est encore compensée par la présence rassurante des troupes alliées outre-Rhin. O, délices de la « défense nationale » dans les pays où le mot « nation » n'est plus que la justification idéologique de la réalité d'un Etat qui est aujourd'hui un tel obstacle aux forces productives devenues internationales qu'il ne peut se maintenir qu'en leur faisant violence ! En d'autres termes, les guerres commerciales d'aujourd'hui préparent les guerres tout court de demain car, là aussi, seule la force peut, à un moment donné, trancher les litiges.

L'acuité grandissante de la guerre commerciale et la pression économique accrue qu'elle entraîne sur la classe ouvrière obligent la bourgeoisie à exercer une *pression politique* plus grande, à intimider les ouvriers les plus avancés et les secteurs les plus combattifs par la menace ou la répression ouverte, et cela elle le fait avec la complicité évidente de l'opportunisme qui tente de les chasser des organisations ouvrières. D'autre part, la bourgeoisie recourt en même temps à une inflation de men-

songes réformistes, favorisés par les manœuvres opportunistes et parlementaires, dans le but de convaincre les grandes masses de faire les sacrifices indispensables à la sauvegarde des privilèges bourgeois.

Si la classe capitaliste est contrainte de mener cette double politique, c'est parce que la classe ouvrière est le talon d'Achille de tout son édifice social. Elle est en effet la seule classe qui, simplement pour survivre, n'a pas d'autre issue que de lutter et de s'organiser. Elle est la seule classe qui trouve dans cette lutte la raison et la force de renverser cet édifice. Tôt ou tard, elle devra se mettre en mouvement. Mais pour cela, il faudra que l'avant-garde qu'elle produit combatte tous les appels à la solidarité d'entreprise et à la solidarité nationale, qu'elle n'ait pas peur d'affirmer que ses exigences propres de *classe exploitée à l'échelle internationale* coïncident avec celles de la marche en avant de la société toute entière.

C'est seulement à cette condition que les crises économiques, militaires et politiques, au lieu de se répéter en provoquant des catastrophes toujours plus grandes, se transforment en facteurs de l'émancipation prolétarienne.

# Juridictions d'«exception»

(Suite de la page 2)

qu'ils reçoivent. Plus l'Etat tape fort, plus l'opportunisme crie contre l'armement de la police, contre les lois d'exception, contre l'état de siège, contre la censure, contre les Cours spéciales — pour *dissocier* la répression de l'Etat lui-même; pour empêcher les prolétaires de comprendre que c'est le même Etat bourgeois qui, à travers ses changements de constitution ou de personnel, manie tantôt la carotte, tantôt le bâton. Mais ces mots d'ordre opportunistes ont aussi un effet pratique.

Appelant « tous les citoyens » à défendre ou à restaurer par l'inaction démocratique les oripeaux hypocrites du libéralisme, c'est-à-dire les lois et instruments « normaux » de la domination de la bourgeoisie, ils ligotent les prolétaires dans les filets du mouvement démocratique, les empêchent de s'organiser de façon autonome

et de se battre réellement contre l'Etat bourgeois. Voilà l'efficacité véritable du principe de la « défense des libertés ».

Le vrai résultat des luttes actuelles doit être le regroupement de la mince avant-garde prolétarienne d'aujourd'hui sur des *positions de classe*, sa rupture politique et pratique avec les méthodes de la collaboration de classe. Pour contribuer à cette clarification et à ce renforcement, et préparer en même temps une véritable *défense de classe*, il faut dénoncer inlassablement la mystification démocratique. S'associer, fût-ce par subtile manœuvre tactique, aux revendications et méthodes des démocrates, non seulement ne sert pas à défendre les militants frappés par la répression, mais empêche les éléments d'avant-garde de tirer les leçons de leurs expériences et de rompre complètement avec l'opportunisme.

# Maghreb

(Suite de la page 1)

question qu'il serait à la rigueur possible de se poser est la suivante : l'expansion marocaine est-elle vraiment une menace pour la principale conquête de la révolution algérienne qu'est la souveraineté nationale ?

Ce point de vue, on aurait pu encore le soutenir avec quelque vraisemblance en 1963, à un moment où l'Etat algérien tout juste naissant aurait pu s'écrouler. Mais tout le monde sait que la guerre de 1963 a puissamment servi à décapiter l'opposition ouvrière dans les villes, à faire rentrer dans le rang une Kabylie turbulente et que, ces objectifs à peine atteints par Ben Bella, l'accord se fit comme par enchantement avec Hassan, entre frères et, comme il sied, devant Allah. Mais aujourd'hui, même les apparences n'existent plus, et ce n'est pas la bataille truquée d'Amgala qui viendra démentir notre analyse.

Ajoutons que, d'un point de vue stratégique, une attaque marocaine ne se ferait pas par Tindouf, car les distances à parcourir pour atteindre le pays utile sont de plus de 1.000 km, et les objectifs que pourrait atteindre une armée ennemie avant d'être stoppée seraient dérisoires. D'ailleurs, historiquement, toutes les guerres qui ont opposé l'Algérie et le Maroc et toutes les invasions ont eu comme axe la ligne Tlemcen-Oujda-Fès, car l'Algérie et le Maroc sont réciproquement très difficiles d'accès par ailleurs.

Et puis, à l'heure du danger marocain, où le régime socialiste algérien masse-t-il ses troupes ? Dans l'ouest ? Non, dans l'Est, alors que les différends avec la Tunisie sont minimes. La vérité, c'est qu'il y a pour Alger un danger plus grave encore : celui que fait courir la pression explosive de l'Est, des Aurès, du Constantinois et de Kabylie qui, en dehors d'Alger, sont des régions de tradition insurrectionnelle.

L'autre argument qu'avance le gouvernement de Boumediène, c'est qu'il faut défendre le socialisme algérien — socialisme seulement de nom, évidemment — contre l'impérialisme qui veut piller les richesses pétrolières de l'Algérie. Sans doute l'impérialisme fait-il pression sur Alger pour le prix du pétrole, mais le problème du prix du pétrole serait-il un problème aussi crucial pour les classes dominantes algériennes si elles n'attendaient de son niveau élevé la recette miraculeuse les dispensant de faire une révolution agraire radicale, elles qui se contentent de réformes démagogiques nullement susceptibles de tirer aujourd'hui les masses des campagnes de la disette consécutive à la baisse de la production, et tout à fait insuffisante pour fournir aux masses exploitées des villes les produits indispensables, au moment précisément où les métropoles d'Europe renvoient chez eux les prolétaires surexploités et où la misère s'aggrave ?

On comprend facilement que la fermentation populaire ait conduit le régime à une nouvelle campagne chauvine permettant de faire le tri, dans les usines et dans le bled, comme parmi les chômeurs, entre les bons et les mauvais, entre ceux qui crient avec le loup pour avoir une petite miette et ceux qui sont assez dignes pour continuer à combattre.

Notre opposition n'a évidemment rien à voir avec celle d'un Boudiaf pour qui le défaitisme consiste à applaudir aux mensonges de la monarchie marocaine qui feint de trouver la légitimité nationale de l'annexion du Sahara dans la mobilisation de centaines de milliers de pauvres bougres (mais dans ce cas les pieds-noirs d'Algérie avaient eux aussi une légitimité nationale à défendre !). Elle n'a rien à voir non plus avec celle d'un Mohammed Harbi qui dénonce le « nationalisme » de Boumediène, mais qui, en recherchant à tout prix l'accord avec la démocratie marocaine, lave cette dernière de son crime chauvin et de son incapacité congénitale à lutter contre la monarchie.

Et le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui dans toute cette affaire ? Il faut dire nettement que ce n'est pas là le point central de l'attitude des communistes, qui doivent subordonner

cette revendication à l'union internationale des prolétaires et des exploités. Il est clair que, de ce point de vue, la revendication de l'autodétermination est absolument nécessaire du côté du prolétariat marocain. Mais cela ne vaut pas du côté algérien car nous ne faisons nullement confiance aux classes dirigeantes d'Alger pour défendre les populations sahraouies. La véritable lutte du côté du prolétariat algérien passe par l'aide fraternelle aux ouvriers marocains pour qu'ils combattent le régime de Hassan qui est l'artisan de cette oppression. Et les prolétaires algériens ne pourraient donner cette aide, et renieraient leur tradition révolutionnaire, s'ils ne combattaient le régime soi-disant socialiste d'Alger et toute intervention de leur Etat pour quelques arpents de sable.

## presse internationale

Voici le sommaire du n° 19 (janvier 1976) de :

### EL PROGRAMA COMUNISTA

- El mito de la dualidad de poder en Portugal
- El marxismo y la cuestión rusa
- El curso del imperialismo mundial (1)
- España : la burguesía y el oportunismo preparan el franquismo

Prix de l'exemplaire 4 F  
Abonnement annuel : 16 F



Voici le sommaire du N° 2 (23 janvier 1976) de :

### il programma comunista

- O dittatura della borghesia o dittatura del proletariato
- Il senso della nostra azione « esterna »
- La crisi di governo : Preparando la nuova turlupinatura
- Non lasciarsi intimidire dai colpi del nemico
- L'opposizione di tipo nuovo (Napolitano)
- La « superpianificata » industria russa (II)
- Trofei della socialdemocrazia tedesca
- Ristrutturazioni militari e opportunismo (II)
- Dalle Tesi dell'Int. Comunista del II° e del III° Congresso 1920-1921
- Indice sommario annata 1975
- Nostri interventi : Friuli, Sicilia
- Le due Spagne.

## permanences du parti

### EN BELGIQUE

• A Bruxelles : le dimanche 7 mars de 10 h à 12 h, café-bar Europarty, salle du fond (demander Editions Programme), Waayenberg 48, quartier Léopold (près de la place Blyckaerts).

### EN FRANCE

- A Aix-en-Provence : stand à la faculté de Lettres les mercredis 25 février et 10 mars, de 14 h à 17 h.
- A Lille : les dimanches 15 et 29 février de 10 h à 12 h, 27, rue Adolphe.
- A Marseille : les dimanches 15 et 29 février, de 14 h 30 à 17 h 30, 7, cours d'Estienne-d'Orves (4<sup>e</sup> étage).
- A Mulhouse : le premier vendredi de chaque mois, de 20 h à 21 h, Klapperstei 68, 4, rue Gutenberg.
- A Paris : 20, rue Jean Bouton (12<sup>e</sup>) le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.
- A Strasbourg : le samedi de 14 h à 16 h, 7, rue des Couples, porte vitrée à droite (près de la place du Corbeau).
- A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

directeur-gérant  
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »  
232, r. de Charenton, Paris-12<sup>e</sup>

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission  
paritaire de presse : 52926